

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/10
10 septembre 2003

(03-4747)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ALLEMAGNE

Déclaration de S.E. M. Alfred Tacke
Secrétaire d'État, Ministre fédéral de l'économie et du travail

Je voudrais, tout d'abord, remercier notre hôte, M. Derbez, ainsi que les organisateurs de cette conférence, pour les efforts qu'ils ont déployés.

La présente conférence devra prendre des décisions cruciales, dont dépendra l'orientation future du cycle de négociations commerciales.

Rien n'a changé dans les deux hypothèses de base sur lesquelles était fondé l'heureux résultat que nous avons obtenu ensemble à Doha, il y a près de deux ans.

- L'économie mondiale a besoin de recevoir un signal clair en faveur de la croissance et de l'emploi.
- La coopération internationale et le développement économique sont les deux piliers essentiels d'une politique de sécurité et de la prévention des conflits dans le monde.

Je demande donc à tous les participants de faire preuve du même désir de succès, ici, à Cancún.

À mon avis, trois grandes priorités s'imposent à nous aujourd'hui.

- Une ouverture des marchés substantielle est et reste au cœur des négociations commerciales multilatérales.

Pour pouvoir mener à bonne fin, dans un avenir prévisible, les négociations concernant les droits applicables aux produits industriels et l'agriculture, nous devons nous mettre d'accord dans les prochains jours sur des paramètres suffisamment précis.

Avec leurs récentes propositions, l'Union européenne et les États-Unis ont assumé une responsabilité à cet égard, et stimulé la recherche d'un tel accord.

Nous acceptons les obligations résultant pour nous du mandat de Doha, en particulier celle de réduire les subventions à l'exportation et d'améliorer l'accès aux marchés pour les produits agricoles.

Nous sommes prêts à convenir ici, à Cancún, du cadre dans lequel nous débattons de ces questions. Des dispositions précises devront être adoptées au printemps de 2004, au plus tard.

- Le temps est venu de prendre des décisions sur les nouvelles questions.

Après des années de préparation, il est maintenant temps d'aller de l'avant et de mettre en route des négociations sérieuses sur les quatre questions de Singapour.

Les règles multilatérales relatives à l'investissement, à la concurrence et à la transparence dans les marchés publics montrent notre désir d'orienter activement le processus de mondialisation. Ces questions ne peuvent être séparées de celle du commerce.

La question de la facilitation du commerce montre qu'il y a de nombreux intérêts communs entre pays industriels et pays en développement.

Des procédures douanières réformées, améliorées, sont dans l'intérêt de toutes les parties: des exportateurs, puisque leurs exportations seront acheminées de manière plus satisfaisante, et des importateurs, puisque des procédures douanières plus efficaces se traduiront pour eux par des économies. J'insiste sur le fait que les pays en développement, spécialement les pays sans littoral, en tireront particulièrement avantage.

Nous devrions continuer de progresser dans le domaine du commerce et de l'environnement.

Nous voulons préciser, au cours du présent cycle, les liens existant entre règles commerciales et normes environnementales internationales. Les progrès attendus devraient prendre la forme de décisions relatives au statut d'observateur pour les accords environnementaux multilatéraux et à l'étiquetage à des fins environnementales.

- Enfin et surtout, nous devons être à la hauteur de l'intention exprimée à Doha de faire des présentes négociations un cycle du développement.

Je voudrais insister sur le fait qu'il nous incombe essentiellement, pour cela, de progresser dans les domaines essentiels de l'agriculture et des droits de douane applicables aux produits industriels.

Ici, à Cancún, nous devons continuer de nous employer à mettre en forme le compromis sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et sur la santé publique – compromis qui est à notre portée.

Je suis certain que nous y réussirons.

J'ai bon espoir aussi que nous obtiendrons de premiers résultats en ce qui concerne la réforme des normes spéciales pour les pays en développement.

Les nouvelles lignes directrices concernant l'accession des pays en développement adoptées en décembre dernier montrent que le progrès est possible sur les questions de développement.

L'accession du Cambodge et du Népal que nous nous proposons de finaliser à Cancún démontre notre volonté non seulement de parler de ces questions, mais d'agir.

Il y a deux ans, nous avons adopté le "Programme de Doha pour le développement".

Étant donné les difficultés qui caractérisent l'environnement économique et les nouveaux défis auxquels doit répondre la politique de la sécurité, nous devons faire preuve de souplesse et consentir à des compromis pour aller de l'avant. Une heureuse conclusion du cycle peut être bénéfique pour tous les Membres de l'OMC; un échec porterait préjudice à chacun – et tout particulièrement aux petits partenaires commerciaux.

L'Allemagne est prête à coopérer de manière constructive et ouverte à la recherche d'un compromis orienté vers l'avenir, où chacun des Membres de l'OMC trouve son avantage.

Ayons assez d'audace pour faire avancer les choses dans la bonne direction, ici et maintenant.
